

force de dissuasion nucléaire américaine en ce qui concerne l'Europe. La clé du problème consistait à reconnaître que l'Alliance se trouvait, au point de vue de la sécurité, devant une situation nouvelle et différente en Europe, tout en exprimant la conviction que les nouvelles circonstances pouvaient être abordées avec succès grâce à l'approche collective qui avait si bien servi l'Alliance dans le passé.

La plus grande difficulté consistait peut-être à trouver une définition acceptable de la nature et de l'étendue du processus de consultation qui, de l'avis de tous, était indispensable au bon fonctionnement de l'Alliance. A la dernière minute, les États-Unis recherchaient encore une formule pour laisser entendre que les consultations allaient être élargies et renforcées afin de tenir compte de l'accroissement des secteurs d'intérêt commun. Les Français, pour leur part, restaient fermement attachés au principe restreint voulant que la consultation ne s'applique réellement qu'aux problèmes communs de sécurité. D'autres membres de l'Alliance, y compris le Canada, estimaient que les consultations devaient s'étendre à tous les domaines que les membres jugeraient appropriés à un moment donné, au lieu d'être limitées par une définition rigide. Là encore, c'est grâce aux concessions mutuelles au cours de longues négociations qu'un consensus fut réalisé.

La Déclaration d'Ottawa

A la veille de la réunion ministérielle, l'accord était réalisé sur tous les points du projet de déclaration, sauf un. Ce fait et plusieurs autres événements ont contribué à l'atmosphère positive qui régnait dans l'ensemble au moment de l'arrivée des ministres à Ottawa. On s'accordait à penser qu'il était dans l'intérêt individuel comme dans l'intérêt collectif de neutraliser les impressions négatives des douze derniers mois par une démonstration bien claire d'unité politique. Les attitudes plus souples manifestées au cours des semaines précédentes par les représentants des États-Unis et de la France avaient été bien accueillies, vu le rôle de premier plan que leurs gouvernements respectifs avaient joué dans le débat. Sur un tout autre plan, le changement de régime survenu récemment au Portugal a contribué, bien qu'il ne fût pas directement lié à la question des relations atlantiques, à renforcer l'optimisme général touchant l'avenir de l'Alliance. Enfin, la décision du premier ministre Trudeau d'inviter les ministres à un dîner privé à sa résidence juste avant les réunions officielles a favorisé la création d'une bonne atmosphère. Comme six ou sept des ministres participaient à

une réunion de l'OTAN pour la première fois, le dîner a fourni à tous une première occasion fort utile de faire connaissance.

Les réunions officielles avaient à peine commencé que M. Kissinger et M. Sauvagnargues, le nouveau ministre des Affaires étrangères de France, résolurent conjointement le dernier point en suspens du texte qui fut ensuite officiellement approuvé et publié le lendemain (19 juin). Télédiffusée en direct dans toute l'Amérique du Nord et par satellite en Europe, la cérémonie d'adoption fut le point marquant de la réunion d'Ottawa et un symbole manifeste du succès remporté. A la demande des États-Unis, la déclaration fut ensuite envoyée à Bruxelles où elle fut signée le 26 juin à une réunion spéciale des chefs de gouvernement de l'OTAN parmi lesquels se trouvait M. Nixon.

La Déclaration d'Ottawa n'est pas une grande œuvre de prose diplomatique, et cela n'a rien d'étonnant dans le cas d'un texte qui a fait l'objet de six mois de négociations. A un moment donné, juste avant la réunion d'Ottawa, on proposa que le texte près d'être approuvé soit confié à quelqu'un pour être poli. Cette idée fut envisagée brièvement, mais on se rendit bientôt compte que presque chaque ligne représentait un compromis difficilement atteint et que la formulation ne pouvait en être modifiée sans changer les nuances de sens obtenues.

Le fond même de la Déclaration n'a rien de dramatique ou d'innovateur. Il avait été établi dès le début qu'à l'occasion du 25^e anniversaire, les membres de l'OTAN ne désiraient ni ne pouvaient innover dans leurs relations collectives. Ce qu'ils ont pu faire, avec quelque difficulté et après plusieurs faux départs, c'est trouver une formule permettant d'énoncer de nouveau, en termes correspondant aux réalités de l'heure, les principes fondamentaux grâce auxquels ils avaient collaboré avec succès pendant un quart de siècle. Et ils ont constaté, ce faisant, qu'en dépit des changements de circonstances leurs objectifs de base étaient toujours bien fondés et que les techniques qu'ils avaient mises au point pour la solution de problèmes communs demeuraient valables.

Parmi les principes réaffirmés se trouvaient la validité de l'approche commune en matière de défense, même face aux nouvelles circonstances; le besoin de rechercher activement la paix tout en étant prêts à se défendre contre l'agression; le caractère inséparable de la sécurité commune et des questions politiques; et l'importance d'obtenir l'appui du public dans les pays membres en manifestant de l'intérêt à l'égard de questions telles que les principes